

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

## ARRETE

portant prescriptions complémentaires  
au titre d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU  
DEVELOPPEMENT DURABLE  
N°IC 2004/2793  
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 24 décembre 2002 modifié, relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié, relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R.512-45 du Code de l'Environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation, au titre du livre V du code de l'environnement, notamment sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> Août 2005, établissant les prescriptions minimales à mettre en œuvre en zone vulnérable et modifiant l'arrêté du 6 mars 2001 relatifs aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole
- VU l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006, définissant le programme d'action pris en application de la directive CEE 91-676 du 12 décembre 1991, à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 juillet 1980, au titre de l'installation classée « **HENRY Pierre** », l'autorisant à exploiter en PLOUNERIN au lieu dit « Kerprigent » un élevage avicole (*soit 72000 animaux équivalents*) ;
- VU le dépôt en date du 25 octobre 2007 du dossier correspondant au bilan de fonctionnement décennal ;
- VU le rapport de présentation générale de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 26 novembre 2007 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 21 décembre 2007 ;

CONSIDERANT que l'installation classée autorisée est concernée par l'application de la directive IPPC 96/61/CE du 24 septembre 1996 (*prévention et réduction intégrée de la pollution*) traduite en droit français par les arrêtés susvisés du 24 décembre 2002 et du 29 juin 2004, modifiés ;

CONSIDERANT que l'article R.512-31 du Code de l'Environnement donne la possibilité aux préfets d'imposer toute prescription complémentaire qu'ils jugent nécessaire à la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par l'arrêté d'autorisation en date du 12 novembre 1992 et par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du livre V du Code de l'Environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

#### - A R R E T E -

##### ARTICLE 1 -

L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 24 décembre 2002 et du 29 juin 2004 modifiés. L'exploitant **doit annuellement déclarer les émissions d'ammoniac** générées par son élevage dans les conditions fixées par les arrêtés susvisés et **réaliser un bilan de fonctionnement** de fréquence décennale, *le prochain devant être transmis au plus tard le 25 juillet 2017.*

L'installation est réalisée et exploitée en se référant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies ci dessous, et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

*Les meilleures techniques disponibles se définissent comme le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.*

*Par « techniques », on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt.*

*Par « disponibles », on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel ou agricole concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en prenant en considération les coûts et les avantages, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire, pour autant que l'exploitant concerné puisse y avoir accès dans des conditions raisonnables.*

*Par « meilleures », on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.*

##### ARTICLE 2 -

L'exploitant tient à jour et met à disposition de l'inspecteur des installations classées les données permettant de suivre :

- a) la consommation d'eau pour l'activité d'élevage
- b) les consommations d'énergies
- c) les quantités d'aliments consommés par les animaux
- d) les déchets produits sur l'exploitation.

## AUTRES DISPOSITIONS :

### ARTICLE 3 –

Une copie du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'autorisation est soumise, sera affichée à la porte de la mairie de PLOUNERIN pendant une durée minimum d'un mois.

Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

### ARTICLE 4 –

*Délai et voie de recours* (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### ARTICLE 5 –

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de PLOUNERIN, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire, *pour être conservé en permanence et présenté à toute réquisition des autorités administratives ou de police.*

SAINT-BRIEUC, le

- 4 AVR. 2008

LE PREFET,

Pour le PREFET,

Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT

